

2 Politique

Après la forte pluie qui s'est abattue sur Libreville jeudi dernier

Le Premier ministre sur le terrain pour constater l'ampleur des dégâts



Le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, à l'hôpital de Nkembo...



...et ici à Belle-Vue II, il s'est rendu compte de l'ampleur des dégâts causés par la pluie de jeudi dernier.

J.K.M

Libreville/Gabon

Julien Nkoghe Bekale a exprimé aux sinistrés la compassion et la solidarité du gouvernement, ainsi que celle de la Nation toute entière.

VINGT-QUATRE heures après la forte pluie qui s'est abattue, jeudi dernier, sur Libreville, le Premier ministre, Julien Nkoghe Be-

kale, s'est rendu dans plusieurs quartiers de la capitale gabonaise où il est allé constater l'ampleur des dégâts causés par cette violente averse et exprimer à l'ensemble des sinistrés la solidarité, la compassion du gouvernement et celle de la Nation toute entière. De l'École normale supérieure (ENS) à l'École normale supérieure de l'enseignement technique (Enset), en passant par l'hôpital de Nkembo et Belle-Vue II, c'est un spec-

taclé pour le moins apocalyptique et désolant que le chef du gouvernement et l'ensemble des membres de sa délégation ont découvert. Dans les deux établissements supérieurs précités, le Premier ministre, accompagné du ministre d'Etat de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et du Transfert des technologies, Jean de Dieu Moukagni Iwangou, a pu se rendre compte que plusieurs bâtiments avaient

été endommagés, à la suite de la chute d'arbres et de la violence des vents qui ont emporté des toitures. Même désolation à l'hôpital de Nkembo où, accueilli par la ministre d'Etat en charge de la Santé, Denise Mekam'ne Edzidzie, et la ministre déléguée à l'Intérieur, Patricia Taye, Julien Nkoghe Bekale a pu constater que, par exemple, la salle de conservation des vaccins a subi les affres de la nature. Tout comme à Belle-Vue II,

dans le 3e arrondissement de Libreville, où ce sont particulièrement les habitations qui n'ont pas été épargnées : toits emportés, tôles éparpillées à plusieurs endroits, câbles électriques à même le sol. Conséquence : de nombreuses familles se retrouvent sans toits et certaines sont contraintes de recourir à la solidarité des parents ou des proches, pour ne pas passer la nuit à la belle étoile. "J'ai tout perdu. Je dors de-

hors avec mes enfants et petits-fils. Je n'ai aucun endroit où aller avec ma famille", s'est lamentée une mère de famille, visiblement effondrée face au drame qui l'accable. Pour venir le plus rapidement possible en aide aux victimes et les sortir de la situation de détresse dans laquelle elles se trouvent, Julien Nkoghe Bekale a indiqué qu'elles vont bénéficier d'un soutien des pouvoirs publics après avoir été recensées.

Vice-présidence de la République

Un consortium d'hommes d'affaires en quête d'opportunités chez Maganga Moussavou

M.A.M

Libreville/Gabon

LE vice-président de la République, Pierre-Claver Maganga Moussavou, a reçu, jeudi dernier, à son cabinet, plusieurs responsables d'entreprises étrangères venus solliciter des opportunités pour investir au Gabon. Il s'agit des groupes Altus Grup et Alvarez. Chacun d'eux a présenté au vice-président de

la République, les secteurs dans lesquels ils souhaiteraient intervenir au Gabon. Pour ce qui est du premier groupe cité, il entend réaliser des travaux dans le domaine du bâtiment et des travaux publics, l'eau et l'assainissement, la fourniture d'équipements médicaux, des produits d'hygiène ainsi que des solutions liées à la sécurité, notamment la biométrie. De son côté, le groupe Alvarez sollicite installer dans la capitale gabonaise, des moyens de collecte et

le traitement des ordures ménagères, la mise en place d'un circuit entre déchetterie et centrale de traitement, une usine de traitement des déchets, une autre d'incinération et de production d'électricité, ainsi qu'un équipement complet d'un garage pour maintenance de véhicules industriels, etc. Après présentation et explication par ses hôtes, Pierre-Claver Maganga Moussavou a dit prendre bonne note des sollicitations de ces investisseurs.



Photo de famille pour la postérité après les échanges.

Suites aux réformes récemment adoptées par le gouvernement

Le FPG dénonce des "mesures explosives et iniques"

Stéphane MASSASSA

Libreville/Gabon

LE président du Front patriotique gabonais (FPG), Gérard Ella Nguema, a effectué une sortie, hier, devant la presse, au cours de laquelle, il s'est prononcé, au non de son parti politique, sur les réformes faisant actuellement l'objet de polémique dans les secteurs de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Des réformes que le leader du FPG a clairement qualifiées d'"explosives et iniques".

Gérard Ella Nguema a, en effet, estimé que le gouvernement a été mal inspiré en voulant à tout prix faire des

économies sur la base de la révision des critères d'attribution des bourses d'études aux futurs étudiants, en corsant le critère d'âge et la moyenne. Tandis que, selon lui, plusieurs niches plus conséquentes sont exploitables. Notamment, "la réduction de la taille du gouvernement et la réduction du revenu de chacun de ses membres, la suppression des fonds politiques, la suppression du Sénat, la diminution du nombre d'ambassades et la réduction des effectifs au sein des cabinets du président de la République et du Premier ministre". Car, pour lui, «la bourse au Gabon est un droit, et non une généreuse contribution de l'Etat».



Une vue des membres du FPG dont son président, Gérard Ella Nguema (au fond).

De même, explique le président du FPG, la bourse est l'expression de la répartition de la manne nationale à l'endroit de cette tranche de la population. Et de déclarer : «Le luxe inconsidéré

de la violence volontaire et de la brutalité aveugle qui s'est abattue sur nos enfants est intolérable et inacceptable». Par conséquent, a-t-il ajouté, «le FPG s'insurge contre cet état de fait et le

condamne». Non sans sommer les autorités à "libérer sans délais, les enfants arbitrairement arrêtés lors des dernières marches organisées par les élèves dans plusieurs localités du pays". Dans la même optique, Gérard Ella Nguema s'est interrogé quant au statut réel de certains membres du gouvernement. Notamment l'actuel ministre d'Etat en charge du Budget et des Comptes publics, Jean-Fidèle Otandault. Selon lui, "ce monsieur n'est ni fonctionnaire, ni contractuel de l'Etat". Allant jusqu'à parler de l'existence d'un contrat entre l'Etat gabonais et un cabinet d'expertise comptable auquel il appartiendrait. «Quel est son statut réel et à quel titre gère-t-il nos fi-

nances ?», s'est interrogé l'ancien candidat à la présidentielle de 2016. Pour finir, Ella Nguema a déploré le sort que subissent actuellement certains compatriotes employés de la Société nationale des logements sociaux (SNLS), du Conseil gabonais des chargeurs (CGC), du Fonds national d'Aide sociale (FNAS) et du Comité de privatisation. Lesquels, se retrouvent aujourd'hui au chômage du fait de la suppression de ces structures. De même, il a désapprouvé la situation de certains agents des douanes qui, a-t-il dit, depuis 27 mois, ne sont pas payés, "en raison de la mauvaise gouvernance et de l'amateurisme politique".